

Du « système tributaire » à la *Pax Asiatica* : le poids de l'histoire en Asie

Pierre Grosser *

* Pierre Grosser

est professeur agrégé au Centre d'histoire de Sciences Po (CHSP), spécialiste de l'histoire des relations internationales et du monde post-guerre froide. Il est l'auteur de *L'Histoire du monde se fait en Asie. Une autre vision du xx^e siècle* (Odile Jacob, 2017).

La prophétie d'un glissement du centre de gravité du monde de la Méditerranée à l'Atlantique puis au Pacifique (ou à l'Asie) est ancienne. Désormais, l'Asie n'est plus une périphérie du jeu international. Or ce « retour » d'une Asie, qui avait fasciné l'Europe à l'époque moderne, est un phénomène qui s'est construit durant tout le xx^e siècle. Comprendre l'Asie aujourd'hui nécessite de connaître une histoire faite d'humiliations et de revanches, de violences puis de stabilisation depuis les années 1980.

L'histoire des relations internationales en Asie n'occupe souvent qu'une place marginale dans un récit historique eurocentré. Or, non seulement cette histoire est importante pour comprendre l'histoire du monde, mais elle est essentielle pour comprendre les évolutions actuelles dans la région, dont on sent qu'elles auront un impact sur le reste de la planète. Jadis, il fallait connaître l'histoire de l'Europe pour connaître le monde. Désormais, il faut aussi connaître l'histoire de l'Asie. À la fois les règles du jeu international qui y ont eu cours, les rivalités de puissance qui s'y sont jouées, et les transformations qui ont eu lieu depuis les années 1970.

L'Asie et la grammaire des relations internationales

La question d'un modèle asiatique sino-centré spécifique

Modélisé dans les années 1960 par des sinologues américains, le « système tributaire » traditionnel en Asie, avec la Chine au centre et au sommet, est de plus en plus étudié par les historiens¹. Il est utilisé par les politistes pour montrer qu'a existé en Asie une société internationale différente de celle qui s'est construite en Europe autour des règles westphaliennes de l'égalité entre les États. Surtout, il sert à la Chine à montrer qu'elle a développé une pensée internationale non occidentale spécifique, et que ce système tributaire, fondé sur des rituels et une analogie avec la famille confucéenne hiérarchisée, fut – et peut encore être – source de paix et de prospérité.

¹ En dernier lieu, Timothy Brook *et alii* (dir.) *Sacred Mandates: Asian International Relations since Chinggis Khan*, Chicago University Press, Chicago, 2018.

Dès lors, le retour actuel de la Chine au sommet de la hiérarchie de la puissance et de la vertu serait accepté et désiré, et ne pourrait pas mener, chez ses voisins, à des réactions de *balancing*, à savoir une augmentation des dépenses militaires et la constitution d'alliances. C'est une sorte d'équivalent de la théorie de l'« hégémonie bienveillante », que néoconservateurs et internationalistes libéraux ont partagée au début des années 2000, aux États-Unis, pour sublimer l'exceptionnalisme américain et justifier que l'unipolarité américaine ne puisse susciter une coalition hostile. Selon la Chine, la centralité chinoise est même préférable à la centralité américaine, car elle n'utiliserait pas la force militaire et ne chercherait pas à transformer les régimes politiques des autres pays.

Bien sûr, il est nécessaire de distinguer entre le discours de justification et la réalité historique. Les relations internationales en Asie ont été bien différentes selon les époques, ce qui va à l'encontre d'un modèle unique. Elles ont parfois ressemblé au modèle westphalien, entre Chine, Japon et Corée, ou entre les empires chinois et russe. Les guerres y ont été nombreuses, notamment lorsque la Chine forçait ses « vassaux » à reconnaître la « suzeraineté » chinoise.

La dynastie mandchoue des Qing (1644-1912) mena des opérations très violentes en Asie centrale, et le grand État Qing peut être comparé aux Empires occidentaux dans ses méthodes de conquête et de domination. Toutefois, ses modes de relation avec les voisins et au sein de cet empire Qing furent fort divers. Des relations souples furent nouées avec les autorités politico-religieuses du Tibet et de Mongolie. En revanche, au Japon surtout, et en Corée aussi parfois, la hiérarchie a été mal vécue, et le « mandat du ciel » de l'empereur de l'« empire du Milieu » a été contesté.

D'une certaine manière, le Japon a semblé commettre un crime de lèse-majesté en inversant la hiérarchie dans la première moitié du xx^e siècle, portant son empereur au sommet, et soumettant les pays asiatiques, en particulier la Chine. S'y rajoutent certaines réticences du Japon à reconnaître les horreurs commises en Chine et l'exploitation sexuelle de femmes coréennes.

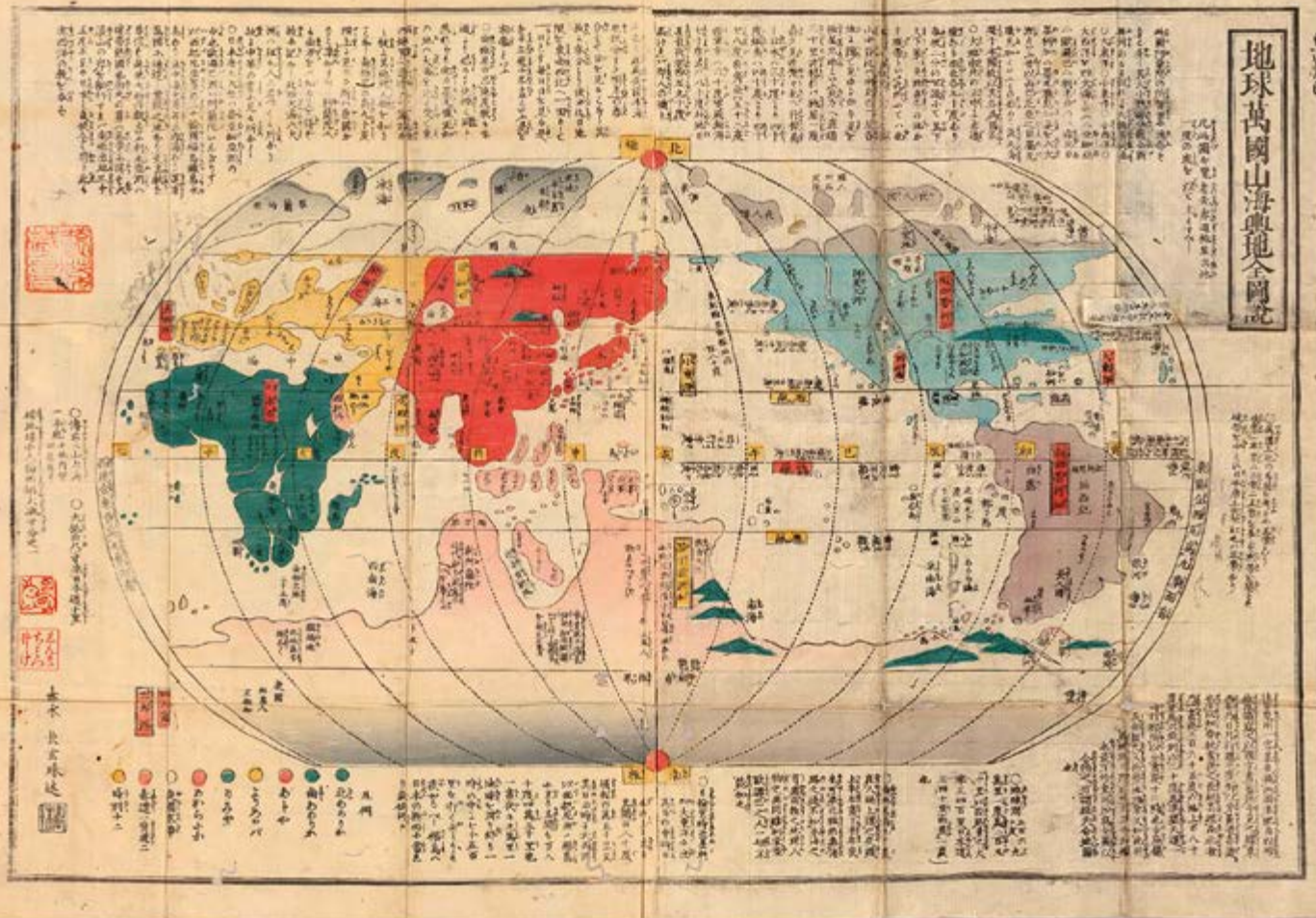
La « westphalisation » comme contrainte et opportunité

Surtout, le Japon a voulu se comporter comme un État occidental, en étant impérialiste. En effet, si le passé asiatique est idéalisé, l'intrusion occidentale a d'autant plus constitué un traumatisme dans la région. Refusant l'humiliation de devoir se prosterner devant l'empereur et d'être traités en « barbares », les Occidentaux, Britanniques en tête, ont imposé par la force, à partir du milieu du xix^e siècle, des relations plus égalitaires, sous la forme des pratiques diplomatiques réciproques et des poignées de main. Le droit international de la « famille des nations civilisées » s'est répandu. C'est en son nom que la Corée et le Vietnam ont été poussés à rejeter la hiérarchie sino-centrée et à exprimer leur souhait d'être traités à égalité avec les autres nations.

Toutefois, durant ce xix^e siècle d'affirmation de la prépondérance militaire et économique de l'Occident, le discours sur l'égalité des États masquait une autre vision hiérarchique des relations internationales, et une autre distinction entre civilisés et barbares. Loin d'égaliser les relations, la westphalisation a été discriminante. Seuls les peuples « civilisés » pouvaient être dotés d'un État reconnu, et les pratiques impériales se donnaient pour mission d'apporter cette civilisation.

Dès lors, des traités inégaux ont été imposés au moment de l'ouverture des pays d'Asie : ils limitaient leur autonomie douanière et instituaient des pratiques d'exterritorialité pour protéger les ressortissants des États « civilisés » des pratiques « barbares » locales. En réalité, des formes d'exterritorialité existaient déjà dans la région, notamment pour attirer des marchands d'Asie centrale, et les pratiques judiciaires des Occidentaux au quotidien n'ont pas toujours été scandaleuses.

Quoi qu'il en soit, pour abolir ces traités, un pays comme le Japon a multiplié les réformes, avec l'aide d'experts occidentaux. La quête était bien la reconnaissance d'une modernité qui pouvait seule donner égalité et puissance. Le Japon fut dès lors considéré comme « blanc honoraire ». Partout en Asie, l'humiliation devint donc opportunité pour les pouvoirs de moder-



Carte japonaise du monde datant des années 1850, au moment où le Japon s'ouvre brutalement aux échanges avec l'Occident, mettant fin à la période de fermeture au monde durant laquelle les élites japonaises avaient toutefois constitué un solide savoir technique et scientifique grâce au commerce avec les Hollandais, les Chinois et les Coréens.

niser leur pays afin de rentrer dans la compétition internationale « darwinienne », et afin d'étendre le contrôle de l'État avec les techniques importées de gouvernement.

La compétition « darwinienne », couplée aux « critères de civilisation » nécessaires pour exister comme État, n'a pas mené à l'égalité mais à l'impérialisme et au colonialisme. La France établit colonies et protectorats en Indochine. Le Japon, imitant l'Occident, annexe les Ryukyu, qui étaient tributaires à la fois du Japon et de la Chine, puis Taïwan en 1895 et la Corée en 1910. Les puissances impérialistes obtiennent de l'empire Qing en crise nombre d'avantages, dont des concessions et des territoires à bail, qui font penser à un possible dépeçage de l'« homme malade de l'Asie ».

À la périphérie de cet empire, les Russes lorgnent sur le Xinjiang, la Mandchourie et une Mongolie extérieure qu'ils aideront à devenir indépendante et socialiste, avant d'en faire un satellite. Au début du xx^e siècle, les Britanniques facilitent des formes d'autonomie du Tibet, qui ne cherchera pourtant pas à se doter de tous les attributs internationaux de la souveraineté, avant d'être conquis par l'Armée populaire de libération (APL) dans les années 1950.

La politique extérieure japonaise des années 1930 s'explique en partie par la volonté d'imiter les autres nations « civilisées » et, en retour, par la frustration de ne pas voir proclamer l'« égalité raciale » lors du traité de Versailles en 1919, ainsi que par les pratiques discriminatoires des États-Unis, du Canada ou de l'Australie à l'égard de l'immigration et des immigrants asiatiques. Le Japon se serait vu dénier un vrai statut d'égalité, puisque les Occidentaux ne reconnaissent pas les intérêts spécifiques du Japon en Mandchourie – comparée dans la

rhétorique japonaise au Mexique ou au canal de Panama pour les États-Unis –, ni son œuvre civilisatrice qui ressemblerait aux pratiques coloniales des Européens.

En Chine, l'objectif des nationalistes est bien de reconstituer le territoire du grand État Qing, d'abolir les traités inégaux et les formes d'extraterritorialité, de faire reconnaître l'égalité de la Chine sur la scène internationale, voire une sphère d'influence en Asie. C'est chose faite durant la Seconde Guerre mondiale, grâce au soutien du président américain Roosevelt, et parce que la Chine a refusé de traiter avec le Japon, malgré les destructions terribles d'une guerre de quatorze ans (1931-1945). La preuve en est le siège permanent de la Chine au Conseil de sécurité des Nations Unies. Cet héritage de Chiang Kaï-chek est reconnu aujourd'hui, même si le régime communiste considère toujours le 1^{er} octobre 1949, date de la proclamation de la République populaire de Chine, comme la fin du « siècle d'humiliation » (années 1840-1940) et la naissance d'un État moderne et puissant, capable de tenir tête militairement à la plus grande puissance du monde, les États-Unis, dès 1950 en Corée.

Les crispations westphaliennes

Si la westphalisation de l'Asie menée par les Occidentaux peut être considérée comme traumatisante, quoiqu'un courant d'histoire mondiale vante aujourd'hui une « rencontre » Asie-Occident, avec des bénéfices mutuels, les États asiatiques semblent crispés sur cet ordre westphalien. On parle même d'« eastphalisation », l'Asie défendant un modèle qui semble remis en cause après la guerre froide par une Europe se proclamant « post-nationale » et « post-westphalienne », et une communauté internationale semblant privilégier la gouvernance globale et sa diffusion de normes, et accepter une lecture de la Charte des Nations Unies permettant les interventions armées au nom des droits de l'homme.

Or, en Asie, l'Union européenne n'est pas un modèle. L'Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) est constituée d'États qui ont conquis leur souveraineté, parfois dans le

sang (Indonésie, Vietnam) face à des puissances coloniales. Éviter les ingérences dans les affaires des voisins constitue une des raisons de sa création en 1967. Les multiples organisations ou forums régionaux sont sourcilieux sur les questions de souveraineté. Même la conférence afro-asiatique de Bandung, en 1955, traditionnellement considérée comme révolutionnaire car tenue hors des grandes puissances « blanches », fut très conservatrice en invoquant la Charte des Nations Unies, elle-même soucieuse de défendre en priorité la souveraineté des États.

La Chine apparaît « hyper-westphalienne », non seulement au Conseil de sécurité des Nations Unies face aux interventions militaires occidentales, mais par ses obsessions territoriales héritées de l'entre-deux-guerres. Certes, à l'époque maoïste, elle se vantait de favoriser la révolution en Asie. Les pays voisins s'inquiétaient alors du soutien de Pékin à leurs partis communistes, et du risque intérieur que leurs communautés chinoises pouvaient représenter². Mais l'affirmation souveraine domine.

Si la Chine a dû se résigner à l'indépendance de la Mongolie extérieure, suite aux manœuvres de Staline en 1945-1946, elle a consolidé son contrôle sur le Tibet, le Xinjiang et la Mandchourie. La question du Tibet et de ses frontières a crispé les relations avec l'Inde dès 1946, malgré le discours anticolonial parfois solidaire entre deux grandes civilisations d'Asie³. Elle a réintégré Macao et Hong Kong dans son giron. Que Taïwan soit une province de la Chine – elle l'est devenue en 1885 – est un dogme, et l'indépendantisme taïwanais y est inacceptable. Avec des arguments historiques souvent douteux, Pékin veut affirmer sa souveraineté sur la mer de Chine méridionale. La crispation est née des ambitions britanniques et françaises (au nom du Vietnam) à la fin des années 1900 et au début des années 1930, et de la volonté de Tchang Kaï-chek, au lendemain

² Ang Cheng Guan, *Southeast Asia's Cold War: An Interpretive History*, University of Hawai'i Press, Honolulu, 2018.

³ Tansen Sen, *India, China, and the World: A Connected History*, Rowman & Littlefield, Lanham, 2017.

de la Seconde Guerre mondiale, de déterminer les lignes d'horizon de la souveraineté chinoise⁴.

La question des îles Kouriles, laissées par les Russes au Japon contre l'île de Sakhaline en 1875, promises à Moscou par Roosevelt à Yalta et occupées militairement en septembre 1945 par l'Armée rouge, empêche depuis 1945 tout traité de paix nippo-russe. Mao Zedong n'avait pas hésité à soulever la question des provinces maritimes d'Extrême-Orient que la Russie a saisies en 1860 et qui prive la Chine de débouché sur la mer du Japon (ou de l'Est). De temps en temps, les Coréens s'en prennent à la frontière sino-coréenne, qui est à la fois ancienne mais qui a connu des bornages difficiles, notamment à cause de la mobilité des populations coréennes et du colonialisme japonais⁵.

Les rivalités de puissance

Cette dimension westphalienne, qui limite la portée des organisations régionales de sécurité, se manifeste par des rivalités de puissance, héritières notamment de la prépondérance occidentale.

Prépondérance et déclin de l'Occident

La prépondérance occidentale s'est construite à partir du XVI^e siècle, d'abord par la collaboration avec les réseaux marchands régionaux et transrégionaux, et par l'installation dans des ports. Ensuite, les Occidentaux ont dominé le commerce – même si des réseaux spécifiquement asiatiques japonais et chinois ont perduré. Ils ont, notamment en Asie du Sud-Est, conquis les terres, ou bien, en Asie du Nord-Est, dominé des territoires en projetant des voies de chemin de fer.

Déjà, au début du XX^e siècle en Occident, on s'inquiétait d'une Asie qui, longtemps endormie, se réveillerait, fécondée par le génie occidental, et envahirait les marchés avec ses produits bon marché et concurrencerait les travailleurs blancs

avec ses émigrés acceptant des bas salaires. Le « péril jaune » est une idée commune à l'époque, surtout lorsque le Japon bat la Russie en 1905.

Les États-Unis, pour leur part, se croient missionnés pour transformer l'Asie à leur image, économiquement et culturellement, grâce à la « porte ouverte » que promeuvent marchands et missionnaires. Mais ils se crispent sur les questions migratoires à partir des années 1870. La minorité asiatique ne deviendra une « minorité modèle » que dans les années 1960, dans le contexte de la guerre froide, avant d'inquiéter de nouveau par ses résultats universitaires et sa réussite économique et politique.

Depuis plus d'un siècle, il existe une crainte récurrente en Occident, être rejeté d'Asie. Les puissances impériales ont mal vécu les campagnes de boycott et les pressions nationalistes dans la Chine des années 1900-1920. Après 1917, les actions des réseaux communistes sur tout le continent attisent l'anticolonialisme. Français et Britanniques sont persuadés que Moscou manipule la « xénophobie naturelle » des « masses jaunes » contre les Européens. Le Japon prétend en outre alors libérer l'Asie des maîtres blancs et constituer un bloc panasiatique sans présence occidentale.

Durant la Seconde Guerre mondiale, les défaites européennes contre le Japon leur font perdre la face, d'autant que les Japonais laissent proclamer en 1945 des indépendances nationales – au Vietnam et en Indonésie notamment –, et que les métropoles partent à la reconquête de leurs possessions. Les intérêts étrangers disparaissent rapidement de Chine communiste. Après dix ans de guerre et la défaite de Diên Biên Phu en 1954, symbole de l'humiliation des « Blancs », la présence française en Indochine s'efface. Les Britanniques se retirent de toutes leurs bases à l'est de Suez à la fin des années 1960.

Les Américains se sont alarmés d'une domination du continent par le Japon – dans les années 1930-1945 puis au tournant des années 1980-1990 –, par le bloc sino-soviétique dans les années 1950 et, désormais, par une Chine qui a profité de leur focalisation sur le Grand Moyen-Orient dans les années 2000.

⁴ Bill Hayton, « The Modern Origins of China's South China Sea Claims: Maps, Misunderstandings, and the Maritime Geobody », *Modern China*, mai 2018.

⁵ Nianshen Song, *Making Borders in Modern East Asia: The Tumen River Demarcation, 1881-1919*, Cambridge University Press, Cambridge, 2018.

Le « péril jaune » a été ravivé par les succès insolents du Japon il y a trente ans, et par ceux de la Chine aujourd'hui.

Un ordre américain ?

Les États-Unis sont devenus une puissance par l'Asie depuis qu'ils ont annexé les Philippines après leur guerre contre l'Espagne en 1898. Ils ont construit une grande marine à partir de la fin du XIX^e siècle pour se projeter dans le Pacifique, et leurs premiers plans de guerre étaient dirigés contre le Japon. Ils ont mené en Asie quatre guerres majeures, aux Philippines, contre le Japon, en Corée, et au Vietnam, provoquant la mort de près de 10 millions d'Asiatiques et de plus de 300 000 Américains. La quasi-totalité des Américains morts au combat au cours des années 1950 à 1980 sont tombés en Asie. La façade Pacifique des États-Unis s'est développée grâce à ces guerres, mais aussi au commerce avec l'Asie. Les États-Unis ont été longtemps le premier client des économies asiatiques en développement, ce qui explique les miracles japonais, sud-coréen, puis chinois.

La victoire sur le Japon en 1945 change la posture des États-Unis en Asie-Pacifique. Ceux-ci estiment leur présence indispensable, par des bases et la domination de l'océan. Ils occupent le Japon pour le transformer, en s'inspirant du New Deal, avant d'en faire le plus grand des dominos face au bloc communiste. Relever le Japon comme l'Allemagne, et le lier aux États-Unis doit empêcher que ses ressources industrielles glissent dans le giron soviétique. Comme les Britanniques en 1902, les Américains s'allient avec le Japon en 1951 face à la Russie. Ils héritent aussi du Sud de la Corée, après avoir hâtivement tracé une ligne sur le 38^e parallèle le 12 août 1945, juste avant la capitulation du Japon. Les Soviétiques, entrés en guerre le 8, la respectent et n'occupent que le Nord, où ils favorisent l'installation d'un régime communiste.

En donnant son feu vert pour une attaque de la Corée du Nord en juin 1950, Staline permet involontairement aux Américains de construire leur système de sécurité dans la région. Ceux-ci protègent désormais le régime de Tchang Kaï-chek à Taïwan face à la Chine rouge. Il

n'y a pas eu d'équivalent de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en Asie, l'OTASE⁶ n'étant qu'une coquille vide née de la progression communiste au Vietnam du Nord en 1954 et morte en 1977. Mais les Américains signent des traités bilatéraux, non seulement avec leur ancienne colonie philippine, mais avec le Japon, la Corée du Sud, la Chine nationaliste, sans compter l'Australie et la Nouvelle-Zélande – dans le cadre de l'*Australia, New Zealand, United States Security Treaty* (ANZUS) –, et soutiennent la France en Indochine de 1950 à 1954, avant de la remplacer et de finalement entrer en guerre dix ans plus tard. Les bases sont leur priorité. Ils aident économiquement leurs alliés, permettent au Japon de « retourner » en Asie du Sud-Est, mais soutiennent des régimes autoritaires dotés de forces militaires importantes. À l'origine, les alliances servent aussi à modérer les ardeurs de reconquête de Tchang Kai-ckek et des dirigeants sud-coréens.

Alliée de l'URSS en février 1950, qui au nom de la division du travail laisse à Pékin le soin de propager la révolution en Asie, la Chine a été l'ennemi principal des États-Unis dans la région, et dans le tiers-monde. La guerre civile coréenne est également devenue en 1950 une guerre sino-américaine. Mais la radicalité maoïste finit par isoler la Chine à la fin des années 1960, qui considère désormais l'URSS comme son ennemi principal.

Le rapprochement sino-américain, symbolisé par le voyage de Nixon à Pékin en 1972, puis la normalisation de 1978 changent la donne. La Chine sert aux Américains, qui voudraient alléger leur présence militaire en Asie après la guerre du Vietnam, pour contenir l'URSS dans la région. En 1979, c'est elle qui punit le Vietnam, allié de l'URSS et qui a envahi le Cambodge un an auparavant. Pour la première fois de l'histoire, les États-Unis peuvent s'appuyer à la fois sur la Chine et le Japon, face à la Russie, laquelle augmente dans les années 1970 sa présence

⁶ L'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE ou pacte de Manille) était un pacte militaire pro-occidental, regroupant deux pays de l'Asie du Sud-Est non communistes (Philippines et Thaïlande) et des États ayant des intérêts dans celle-ci (États-Unis, France, Royaume-Uni, Australie...).

navale dans le Pacifique. Pékin semble tolérer l'alliance nippo-américaine, puisque ainsi le relèvement militaire du Japon est contrôlé.

Mais à partir des années 1980, Union soviétique et Chine se rapprochent. La lune de miel actuelle sino-russe n'est donc pas un produit de circonstance. La Chine normalise ses relations diplomatiques avec tous ses voisins, et règle nombre de ses contentieux territoriaux terrestres, tout en se saisissant par la force d'îlots de mer de Chine méridionale (1974, 1988, début des années 1990). Elle n'est plus menacée à ses frontières par des puissances hostiles, et peut se concentrer sur sa modernisation. Après la répression menée en 1989 par le pouvoir chinois, les États-Unis sont déçus que la Chine ne suive pas la trajectoire de démocratisation qu'ils avaient espérée. Ils minimisent toutefois vite la question des droits de l'homme pour se concentrer sur une interdépendance économique qui semble alors « gagnante-gagnante ». Ils ont pu vivre à crédit et augmenter fortement leurs dépenses militaires grâce à l'épargne japonaise dans les années 1980. Ils peuvent désormais puiser dans l'épargne chinoise.

Une Pax Asiatica durable ?

Cette présence américaine ancienne, qui a fait dire aux Chinois que le « pivot asiatique » de Barack Obama au début des années 2010 n'était en rien une nouveauté, est souvent considérée comme un facteur de paix et de stabilité. Même à ceux qui condamnent la guerre américaine du Vietnam, il est répondu qu'une partie de l'Asie a pu se transformer économiquement, parce que le combat américain avait contenu le communisme. La masse terrestre communiste fut équilibrée par un réseau de bases et d'alliances insulaires et péninsulaires.

En réalité, une *Pax Asiatica* s'est consolidée depuis le début des années 1980. Il n'y a plus eu de guerre interétatique depuis 1979, malgré le point de fixation cambodgien, les troupes vietnamiennes n'évacuant le pays qu'à partir de 1989. De 1946 à 1979, 80 % des tués lors des guerres dans le monde l'avaient été en Asie orientale. Depuis 1979, 4 % seulement des morts de guerres dans le monde sont tombés

en Asie, la violence se déplaçant dans le Grand Moyen-Orient à partir des années 1980⁷. Les massacres de masse – Indonésie en 1965-1966, Cambodge en 1975-1978 – et grandes catastrophes avec responsabilité politique – la Grande Famine en Chine au début des années 1960 – ont disparu. En un demi-siècle, de 1930 à 1980, on peut estimer les morts violentes – incluant les famines où la responsabilité des pouvoirs est engagée – à 70, voire 80 millions.

Les États, nés souvent des événements traumatiques de la Seconde Guerre mondiale, se sont consolidés. Les pouvoirs ont fini par privilégier le développement économique, d'abord le Japon puis les régimes autoritaires sous protection américaine (Corée du Sud, Taïwan) et enfin les régimes communistes. L'interdépendance économique favorise une « paix capitaliste ». La transition démographique pousse à préserver les enfants devenus rares. Des modes souples de gestion des conflits ont émergé, sous l'influence de l'ASEAN. Le bloc à bloc a donné place à des relations diversifiées entre pays de la région, et entre ceux-ci et des puissances extérieures.

Depuis longtemps, beaucoup prophétisent que cette paix est une illusion. L'Asie ressemblerait à l'Europe avant 1914, avec le défi chinois à l'*hegemon* américain et à la puissance insulaire régionale, le Japon ; une course aux armements – qui n'est pas évidente, la part de produit national brut (PNB) consacrée aux dépenses militaires restant faible –, des formes d'alliance antichinoise – que l'on ne voit guère –, des tensions frontalières et territoriales, et une affirmation des nationalismes. Ils évoquent aussi une nouvelle guerre froide États-Unis contre Chine, voire contre une nouvelle alliance sino-russe – la Russie étant désormais le « *junior partner* » de l'alliance. D'autres, au contraire, estiment que la Chine reprend sa place et que sa domination naturelle sera source de paix et de prospérité. Les analogies historiques n'ont pas fini de faire relire le passé et l'avenir de l'Asie. ■

⁷ Paul Thomas Chamberlin, *The Cold War's Killing Fields: Rethinking the Long Peace*, Harper Collins, New York, 2018.